



Communiqué

CAE publie ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2020

- Résultats robustes pour l'exercice malgré l'impact de la COVID-19 au T4
- Produits des activités ordinaires de 3,6 milliards \$, en hausse de 10 %, pour l'exercice
- Résultat opérationnel sectoriel⁽¹⁾ de 537,1 millions \$ (590,4 millions \$ avant les éléments particuliers⁽²⁾) pour l'exercice, en hausse de 12 % par rapport à 480,6 millions \$ pour l'exercice précédent (en hausse de 21 % par rapport à 487,4 millions \$ avant les éléments particuliers)
- RPA de 1,16 \$ (1,34 \$ avant les éléments particuliers⁽³⁾) pour l'exercice, comparativement à 1,23 \$ (en hausse de 7 % par rapport à 1,25 \$ avant les éléments particuliers) pour l'exercice précédent
- Produits des activités ordinaires de 977,3 millions \$, en baisse de 4 %, pour le quatrième trimestre
- Résultat opérationnel sectoriel de 146,5 millions \$ (193,9 millions \$ avant les éléments particuliers) pour le quatrième trimestre, en baisse de 14 % par rapport à 170,4 millions \$ pour l'exercice précédent (en hausse de 9 % par rapport à 177,2 millions \$ avant les éléments particuliers)
- RPA de 0,29 \$ (0,46 \$ avant les éléments particuliers) pour le quatrième trimestre, comparativement à 0,46 \$ (0,48 \$ avant les éléments particuliers) pour l'exercice précédent
- Prises de commandes⁽⁴⁾ de 3,8 milliards \$ pour l'exercice, y compris 49 FFS civils, et carnet de commandes⁽⁴⁾ de 9,5 milliards \$
- Flux de trésorerie disponibles⁽⁵⁾ de 351,2 millions \$ pour l'exercice, soit un taux de conversion de la trésorerie⁽⁶⁾ de 98 %
- Respirateur CAE Air1 en phase finale de certification par les autorités de santé publique

Montréal (Canada), le 22 mai 2020 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE annonce aujourd'hui des résultats robustes pour l'exercice, malgré l'impact de la COVID-19 au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020. Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 3,6 milliards \$, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a totalisé 537,1 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 480,6 millions \$ pour l'exercice 2019. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 590,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 21 % par rapport à 487,4 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres a atteint 311,4 millions \$ (1,16 \$ par action) pour l'exercice, par rapport à 330,0 millions \$ (1,23 \$ par action) pour l'exercice 2019. Le résultat net avant les éléments particuliers⁽⁷⁾ s'est fixé à 359,7 millions \$ (1,34 \$ par action) pour l'exercice, comparativement à 335,2 millions \$ (1,25 \$ par action) pour l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 7 % du RPA par rapport à l'exercice précédent.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 977,3 millions \$ au quatrième trimestre, en baisse de 4 % par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est chiffré à 78,4 millions \$ (0,29 \$ par action) au quatrième trimestre, comparativement à 122,3 millions \$ (0,46 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers s'est établi à 122,3 millions \$ (0,46 \$ par action) au quatrième trimestre, par rapport à 127,5 millions \$ (0,48 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)

	EX-2020	EX-2019	Écart en %	T4-2020	T4-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	3 623,2 \$	3 304,1 \$	10 %	977,3 \$	1 022,0 \$	(4) %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	537,1 \$	480,6 \$	12 %	146,5 \$	170,4 \$	(14) %

<i>Marges opérationnelles</i>	14,8 %	14,5 %		15,0 %	16,7 %	
ROS avant les éléments particuliers	590,4 \$	487,4 \$	21 %	193,9 \$	177,2 \$	9 %
<i>Marges opérationnelles</i>	16,3 %	14,8 %		19,8 %	17,3 %	
Résultat net	318,9 \$	340,1 \$	(6) %	81,1 \$	125,4 \$	(35) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	311,4 \$	330,0 \$	(6) %	78,4 \$	122,3 \$	(36) %
Résultat par action (RPA)	1,16 \$	1,23 \$	(6) %	0,29 \$	0,46 \$	(37) %
Résultat net avant les éléments particuliers	359,7 \$	335,2 \$	7 %	122,3 \$	127,5 \$	(4) %
Résultat par action avant les éléments particuliers	1,34 \$	1,25 \$	7 %	0,46 \$	0,48 \$	(4) %
Prises de commandes	3 821,6 \$	3 971,4 \$	(4) %	778,8 \$	1 414,4 \$	(45) %
Carnet de commandes total	9 458,1 \$	9 494,9 \$	— %	9 458,1 \$	9 494,9 \$	— %

Les éléments particuliers comprennent l'incidence de l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier (BBAT) à l'exercice 2019. Pour l'exercice 2020, les éléments particuliers comprennent également l'incidence des coûts de réorganisation du secteur Défense et sécurité et d'une perte de valeur de 37,5 millions \$ du goodwill du secteur Santé.

« Alors que nous progressions vers ce qui aurait été un autre exercice record pour CAE, la pandémie de COVID-19 nous a frappés au quatrième trimestre. Notre première réaction a été d'assurer la santé et la sécurité de nos employés et de nos clients, et cela reste notre priorité absolue. Je suis extrêmement fier des employés de CAE dans le monde entier qui, chaque jour, même dans les conditions les plus difficiles, ont à cœur la poursuite des activités essentielles de nos clients et méritent le privilège d'être leur partenaire de choix en formation », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nos employés sont allés au-delà de l'appel du devoir dans la lutte contre la COVID-19 en avançant l'idée de développer un respirateur destiné aux soins intensifs. Il n'a fallu que 11 jours à 12 ingénieurs et scientifiques de CAE pour mettre au point un prototype, et maintenant plus de 500 de nos employés travaillent sur un contrat avec le gouvernement du Canada portant sur la fabrication de 10 000 respirateurs qui permettront de sauver des vies. Le respirateur CAE Air1 est en phase finale de certification par les autorités de santé publique. Il s'agit d'un véritable témoignage de l'impact social de CAE et de ses employés, et cela souligne la culture d'innovation de la Société. »

M. Parent a poursuivi : « En ce qui concerne nos résultats, malgré l'incidence de la COVID-19 sur ce qui est habituellement notre meilleur trimestre de l'exercice, nous avons réalisé une solide performance générale pour l'exercice 2020, avec une croissance à deux chiffres des revenus, une hausse de 21 % du résultat opérationnel et une augmentation de 7 % du résultat par action. Je suis particulièrement satisfait de la conversion de 98 % de notre résultat net en flux de trésorerie disponibles, ce qui illustre la capacité à générer des liquidités à partir des solutions de formation en tête de l'industrie de CAE. Dans le secteur Civil, nous avons dépassé nos prévisions annuelles avec un résultat opérationnel en hausse de 37 % et des prises de commandes totalisant 2,5 milliards \$ pour l'exercice, y compris des contrats additionnels d'impartition de la formation des compagnies aériennes et la vente de 49 simulateurs de vol. Dans le secteur Défense, nous prévoyions un solide quatrième trimestre qui nous aurait permis d'atteindre nos perspectives annuelles de croissance modeste. Si nous y sommes parvenus au chapitre des revenus, nous n'avons pas atteint notre objectif en matière de résultat opérationnel, qui a baissé de 13 %, principalement en raison de progrès moins importants que prévu au niveau des étapes importantes des programmes et de retards dans l'obtention de nouvelles commandes en raison de la pandémie de COVID-19. Le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 1,2 milliard \$ au cours de l'exercice, pour un carnet de commandes de 4,1 milliards \$, ce qui donne à CAE une plus grande diversification. Enfin, le secteur Santé était en bonne voie d'atteindre une croissance annuelle à deux chiffres des revenus jusqu'au dernier trimestre, lorsqu'il a lui aussi été touché par la pandémie de COVID-19, les écoles de médecine et de soins infirmiers ayant été visées par des protocoles de fermeture et les hôpitaux ayant concentré leurs efforts sur la crise sanitaire. »

La pandémie de COVID-19 est une crise qui a provoqué des perturbations d'une rapidité et d'une ampleur sans précédent pour la vie quotidienne. Le contexte mondial du transport aérien et du transport de passagers a été

particulièrement touché, et CAE a vu ses activités fortement perturbées. CAE a mis en place plusieurs mesures flexibles pour protéger sa situation financière et préserver ses liquidités, notamment la réduction des dépenses en immobilisations et des investissements en recherche et développement pour l'exercice 2021, des mesures strictes de réduction des coûts, un gel des salaires, des réductions salariales, des semaines de travail réduites et des mises à pied temporaires, de même que la suspension du dividende par action ordinaire et du programme de rachat d'actions. CAE est un chef de file mondial, et les perspectives à long terme de la Société restent très favorables, avec un potentiel accru de partenariats à long terme et d'impartitions, et la possibilité de renouer avec des taux de croissance supérieurs au marché. À court terme, la Société s'attend toutefois à ce que la pandémie ait une incidence défavorable importante sur son rendement.

Marc Parent, à propos des perspectives de CAE, a déclaré : « Nous estimons que l'exercice qui s'amorce sera scindé en deux : le premier semestre sera caractérisé par une forte baisse de la demande et d'importantes perturbations au chapitre de nos activités, alors que le second semestre sera légèrement plus positif, avec la réouverture potentielle des marchés et l'assouplissement des restrictions de voyage. Pour l'ensemble de l'exercice, nous prévoyons une baisse importante du rendement opérationnel et financier. Une grande incertitude persiste quant à la durée et à la gravité du ralentissement du marché, et bien que la COVID-19 n'ait pas été prévisible, notre entreprise est foncièrement résiliente. Lorsque cette pandémie a commencé, nous étions en position de force, en tête du marché mondial, avec des revenus récurrents et équilibrés ainsi qu'une situation financière solide. Nous avons pris des mesures décisives mais flexibles pour protéger notre personnel et nos activités dans l'immédiat et pour nous donner la marge de manœuvre nécessaire pour renouer avec la croissance à long terme lors de la reprise du secteur du transport aérien mondial. Nous sommes conscients qu'il faudra peut-être un certain temps avant que les choses reviennent à la normale et, d'après notre analyse, nous disposons des liquidités nécessaires pour faire face à la tempête, avec plus de 2 milliards \$ de liquidités et de fonds disponibles sur nos facilités de crédit. CAE est une société très innovatrice appuyée par plus de 70 ans d'innovations. Nous gérons la pandémie en gardant un œil tourné vers l'avenir, et j'estime qu'en définitive, elle nous rendra plus forts. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

La pandémie de COVID-19 a commencé à se répercuter sur les produits des activités ordinaires tirés de la formation du secteur Civil au cours du dernier trimestre, avec une utilisation de la formation nettement plus faible qu'à l'habitude, en particulier en mars, en raison de la baisse de la demande des clients et des restrictions gouvernementales, notamment des interdictions de voyager, des restrictions frontalières, des protocoles de fermeture et des mesures de confinement, qui ont forcé des fermetures temporaires et ont perturbé les activités du secteur Civil partout dans le monde. En mars 2020, environ le tiers des établissements de formation du secteur Civil dans le monde ont suspendu leurs activités, et plusieurs de ceux qui sont demeurés ouverts ont fonctionné à un rythme considérablement réduit. Outre les perturbations de son réseau de centres de formation, le secteur Civil a également dû suspendre l'installation et la livraison de produits de simulation à ses clients partout dans le monde.

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 601,9 millions \$ au quatrième trimestre, ce qui est stable par rapport au même trimestre l'an dernier, et son résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 151,5 millions \$ (25,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 115,5 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre l'an dernier. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers du secteur Civil s'est établi à 153,6 millions \$ (25,5 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 26 % par rapport au quatrième trimestre l'an dernier. Au quatrième trimestre, le taux d'utilisation⁽⁸⁾ des centres de formation du secteur Civil s'est fixé à 67 %.

Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont établis à 2,2 milliards \$, en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent, et son résultat opérationnel sectoriel a totalisé 473,3 millions \$ (21,8 % des produits des activités ordinaires). Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers a atteint 479,4 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice et 351,1 millions \$ (18,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 37 %. Le taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil s'est établi à 70 % pour l'exercice.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 468,6 millions \$, y compris des contrats à long terme de formation et la vente de 12 simulateurs de vol (FFS). Pour l'exercice, le secteur Civil a obtenu des commandes d'une valeur de 2,5 milliards \$, illustrant le succès continu de CAE comme partenaire de choix en formation des compagnies aériennes, des exploitants de jets d'affaires et des pilotes du monde entier. Le secteur Civil a notamment effectué la vente de 49 FFS et signé des contrats de formation à long terme avec des compagnies aériennes, dont LATAM, JetSmart Airlines et Sunwing Airlines. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, le secteur Civil a conclu plusieurs contrats de formation à long terme avec des clients dans le monde entier, dont TAG Aviation Holdings, JetSuite, Solairus Aviation et Flightworks Inc.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁴⁾ s'est établi à 0,78 pour le trimestre et à 1,14 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait un montant record de 5,3 milliards \$ à la fin de l'exercice, ce qui représente une hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	EX-2020	EX-2019	Écart en %	T4-2020	T4-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	2 167,5 \$	1 875,8 \$	16 %	601,9 \$	593,4 \$	1 %
Résultat opérationnel sectoriel	473,3 \$	344,3 \$	37 %	151,5 \$	115,5 \$	31 %
Marges opérationnelles	21,8 %	18,4 %		25,2 %	19,5 %	
ROS avant les éléments particuliers	479,4 \$	351,1 \$	37 %	153,6 \$	122,3 \$	26 %
Marges opérationnelles	22,1 %	18,7 %		25,5 %	20,6 %	
Prises de commandes	2 471,5 \$	2 769,9 \$	(11) %	468,6 \$	1 108,7 \$	(58) %
Carnet de commandes total	5 341,3 \$	5 039,6 \$	6 %	5 341,3 \$	5 039,6 \$	6 %
Unités NES ⁽⁹⁾	247	218	13 %	250	224	12 %
FFS déployés ⁽¹⁰⁾	306	286	7 %	306	286	7 %
FFS livrés	56	58	(3) %	21	25	(16) %

Défense et sécurité (Défense)

La pandémie de COVID-19 a entraîné des retards dans l'exécution de programmes en carnet et les prises de commandes. Une série de programmes du secteur Défense avec des gouvernements et des fabricants OEM dans le monde entier ont accusé des retards en raison d'interdictions de voyager, de restrictions frontalières, de restrictions d'accès des clients et de perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Certains des progrès requis et des essais d'acceptation se sont poursuivis au moyen de réunions virtuelles et de procédures de travail à distance, mais les retards ont eu des répercussions sur certaines étapes clés des programmes. En outre, il y a eu des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, car les autorités gouvernementales chargées des achats suivent les directives de leurs pays respectifs en matière de confinement et d'arrêt des déplacements. Ces retards ont eu une incidence sur les prises de commandes du secteur Défense au cours du quatrième trimestre.

Au quatrième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 341,8 millions \$, en baisse de 12 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et son résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 32,4 millions \$ (9,5 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 50,7 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers du secteur Défense s'est établi à 40,2 millions \$ (11,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre, en baisse de 21 % par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires du secteur Défense ont totalisé 1 331,2 millions \$, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent, et son résultat opérationnel sectoriel a atteint 104,8 millions \$ (7,9 % des produits des activités ordinaires). Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 114,5 millions \$ (8,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, en baisse de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 276,6 millions \$. Parmi les principaux contrats conclus au cours du trimestre, mentionnons un contrat avec Leonardo pour fournir des dispositifs d'entraînement et des mises à niveau pour le M346, un contrat avec BAE Systems pour fournir le système visuel CAE Medallion MR e-Series à des clients dont l'identité demeure confidentielle et un contrat avec Babcock France pour fournir un simulateur de missions Pilatus PC-21 additionnel en soutien à la formation des pilotes de l'armée de l'Air française.

Pour l'exercice, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 1,2 milliard \$, notamment un contrat avec Lockheed Martin pour soutenir la conception et la fabrication de simulateurs et de dispositifs d'entraînement C-130J additionnels pour le compte de la U.S. Air Force et du U.S. Marine Corps. Le secteur Défense a également obtenu des contrats pour continuer à former les équipages du KC-135 et réaliser une série de mises à niveau des simulateurs et de modifications des dispositifs d'entraînement KC-135 pour la U.S. Air Force, ainsi qu'un contrat avec l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour fournir des solutions complètes d'entraînement à la marine allemande pour son hélicoptère NH90 Sea Lion.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,81 pour le trimestre et à 0,92 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat se prolongeant au-delà de l'année de financement initiale de ces contrats). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,1 milliards \$ à la fin de l'exercice.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	EX-2020	EX-2019	Écart en %	T4-2020	T4-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	1 331,2 \$	1 306,7 \$	2 %	341,8 \$	387,9 \$	(12) %
Résultat opérationnel sectoriel	104,8 \$	131,5 \$	(20) %	32,4 \$	50,7 \$	(36) %
<i>Marges opérationnelles</i>	7,9 %	10,1 %		9,5 %	13,1 %	
ROS avant les éléments particuliers	114,5 \$	131,5 \$	(13) %	40,2 \$	50,7 \$	(21) %
<i>Marges opérationnelles</i>	8,6 %	10,1 %		11,8 %	13,1 %	
Prises de commandes	1 225,6	1 079,9	13 %	276,6	265,0	4 %
Carnet de commandes total	4 116,8 \$	4 455,3 \$	(8) %	4 116,8 \$	4 455,3 \$	(8) %

Santé

Dans le secteur Santé, une large part du marché des produits de simulation se compose d'écoles de médecine et de soins infirmiers qui ont fait l'objet de protocoles de fermeture, ce qui a eu une incidence défavorable sur la capacité du secteur Santé à conclure des contrats et à honorer les commandes existantes. La pandémie a commencé à affecter la demande sur les marchés en Asie au tout début du quatrième trimestre de l'exercice 2020 et par la suite, lorsque des restrictions frontalières ont été imposées en mars, en Europe puis en Amérique du Nord. Dans le marché hospitalier, les clients se concentrent actuellement sur la gestion des exigences opérationnelles aiguës de cette crise sanitaire plutôt que sur leurs besoins habituels de formation. En raison d'une chute abrupte de l'activité au quatrième trimestre, la croissance à deux chiffres des produits des activités ordinaires annuels que le secteur Santé anticipait ne s'est pas maintenue pour l'exercice complet.

Au quatrième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont chiffrés à 33,6 millions \$, en baisse de 17 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et son résultat opérationnel sectoriel a consisté en une perte de 37,4 millions \$, comparativement à un bénéfice de 4,2 millions \$ (10,3 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est fixé à 0,1 million \$ (0,3 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre. Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont établis à 124,5 millions \$, par rapport à 121,6 millions \$ pour l'exercice précédent, et son résultat opérationnel sectoriel affiche une perte de 41,0 millions \$, comparativement à un bénéfice de 4,8 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers affiche une perte de 3,5 millions \$ pour l'exercice.

Après avoir pris en compte la conjoncture économique en général et la détérioration du contexte économique mondial découlant des incertitudes liées à la pandémie de COVID-19, CAE a comptabilisé une perte de valeur de 37,5 millions \$ liée au goodwill acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises antérieures dans le secteur Santé.

Au cours de l'exercice, CAE Santé a renforcé sa position de chef de file de l'innovation en matière d'éducation et de formation en soins de santé basées sur la simulation. Elle a remporté un prix EMS World Innovation pour CAE AresAR, application intégrant les HoloLens de Microsoft pour son mannequin de soins d'urgence. Le secteur Santé a également lancé des produits novateurs comme le simulateur d'échographie Vimedix 3.0; les unités de soins post-anesthésiques et les unités de travail et d'accouchement d'Anesthesia SimSTAT, modules de simulation sur écran pour lesquels l'American Board of Anesthesiology a accordé des crédits de formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie; et plusieurs solutions sur mesure pour des fabricants OEM et d'importantes sociétés de dispositifs médicaux, dont Baylis Medical et Edwards Lifesciences.

Après la clôture du trimestre, CAE a fourni gratuitement des séminaires de formation sur la façon de préparer les professionnels de la santé à lutter contre la COVID-19. Elle a lancé des solutions de formation fondées sur la simulation, tant sur le Web que sur du matériel informatique, pour former le personnel à pratiquer de façon sécuritaire l'intubation et la ventilation, qui sont des compétences essentielles pour sauver des vies. De plus, CAE a tiré parti de sa chaîne d'approvisionnement mondiale pour fournir des masques N95, qui sont très rares, à des fins humanitaires aux travailleurs de la santé de première ligne. À ce jour, CAE a obtenu quelque 600 000 masques N95 qui ont été livrés aux gouvernements du Québec et du Manitoba. CAE fait ainsi sa part pour assurer la sécurité des travailleurs de la santé. En guise de témoignage de son innovation, de ses capacités d'intégration technique et de son savoir-faire, CAE a été sélectionnée par le gouvernement canadien, qui lui a octroyé un contrat pour la conception, la fabrication et la livraison de 10 000 respirateurs qui fourniront un soutien vital aux patients atteints de la COVID-19. Le respirateur CAE Air1 est en phase finale de certification par les autorités de santé publique.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	EX-2020	EX-2019	Écart en %	T4-2020	T4-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	124,5 \$	121,6 \$	2 %	33,6 \$	40,7 \$	(17) %
Résultat opérationnel sectoriel	(41,0) \$	4,8 \$	(954) %	(37,4) \$	4,2 \$	(990) %
Marges opérationnelles	— %	3,9 %		— %	10,3 %	
ROS avant les éléments particuliers	(3,5) \$	4,8 \$	(173) %	0,1 \$	4,2 \$	(98) %
Marges opérationnelles	— %	3,9 %		0,3 %	10,3 %	

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies se sont établis à 185,1 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 116,8 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'an dernier. Les flux de trésorerie disponibles de l'exercice ont totalisé 351,2 millions \$, par rapport à 323,8 millions \$ pour l'exercice précédent. Le taux de conversion de la trésorerie a atteint 98 % pour l'exercice 2020.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 26,9 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 25 %, comparativement à 13 % au quatrième trimestre de l'exercice 2019. Au quatrième trimestre de l'exercice précédent, le taux d'imposition avait été moins élevé en raison de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés antérieurement au Canada découlant de l'acquisition de BBAT de même qu'en Europe, neutralisée en partie par l'incidence défavorable de contrôles fiscaux au Canada. Abstraction faite de ces éléments, le taux d'imposition se serait établi à 20 % au quatrième trimestre l'an dernier. Au quatrième trimestre de l'exercice 2020, le taux d'imposition a été tributaire d'une perte de valeur du goodwill du secteur Santé. Abstraction faite de la perte de valeur du goodwill, le taux d'imposition se serait établi à 19 % pour le trimestre. Sur cette base, la diminution du taux d'imposition par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2019 découle d'abord et avant tout d'un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le trimestre, le montant net des charges financières a totalisé 38,5 millions \$, en hausse de 12,8 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2019, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets de premier rang non garantis en mars et en décembre 2019 et par l'augmentation des charges d'intérêt sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹¹⁾ ont totalisé 84,0 millions \$ pour le trimestre et 283,4 millions \$ pour l'exercice.

À la fin de l'exercice, la dette nette⁽¹²⁾ était de 2 365,7 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹³⁾ était de 47,8 %, comparativement à une dette nette de 2 306,6 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital total de 48,5 % à la fin du trimestre précédent. Abstraction faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, la dette nette se serait établie à 2 072,7 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un ratio de la dette nette sur le capital de 44,2 %, comparativement à une dette nette de 2 021,2 millions \$ et un ratio de la dette nette sur le capital de 44,9 % pour le trimestre précédent.

Après la fin du trimestre, CAE a conclu une nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie de premier rang de 500,0 millions \$ d'une durée de deux ans et porté de 300,0 millions \$ US à 400,0 millions \$ US la limite de son programme d'achat de créances. Ces transactions permettent à la Société d'obtenir des liquidités supplémentaires et de renforcer sa situation financière.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁴⁾ s'est établi à 10,7 % pour le trimestre, comparativement à 11,4 % au trimestre précédent et à 12,9 % au quatrième trimestre l'an dernier, avant les éléments particuliers. Abstraction faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le RCU avant les éléments particuliers se serait fixé à 10,9 % pour le trimestre et à 11,6 % pour le trimestre précédent.

Dans le cadre de ses mesures d'atténuation de la pandémie, CAE a suspendu le versement du dividende et le programme de rachat d'actions aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 6 avril 2020. Au cours de l'exercice 2020, CAE a versé des dividendes aux actionnaires de 110,9 millions \$ et racheté aux fins d'annulation 1 493 331 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 33,22 \$ chacune, pour une contrepartie totale de 49,6 millions \$.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2021

La pandémie de COVID-19 a créé une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale, le domaine du transport aérien dans le monde et les activités de CAE. Plusieurs des clients de CAE sont confrontés à des défis importants, les compagnies aériennes et les exploitants de jets d'affaires ayant été contraints d'immobiliser la majorité de leurs appareils en réponse aux interdictions de voyager, aux restrictions frontalières et à l'affaiblissement de la demande de transport aérien. CAE continue de prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité de ses employés, de travailler avec ses clients afin de réduire les perturbations potentielles et de soutenir la collectivité en réagissant aux défis posés par cette pandémie mondiale. Cette pandémie a eu des répercussions importantes et immédiates sur tous les secteurs de CAE, surtout le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Lorsque CAE a amorcé son exercice 2021 en avril, environ le tiers des installations de formation civile dans le monde étaient fermées temporairement, et la production à son usine de fabrication principale de Montréal était suspendue. La pandémie a également entraîné des retards dans l'exécution des programmes et les prises de commandes des secteurs Défense et Santé.

Perspectives consolidées

CAE fournit habituellement des perspectives de croissance annuelle pour chacun de ses trois secteurs d'activité. Toutefois, étant donné l'incertitude actuelle quant à la durée et à la gravité de la crise, aucune perspective de croissance pour l'exercice 2021 ne sera fournie pour le moment. CAE est un chef de file mondial, et les perspectives à long terme de la Société restent favorables, avec un potentiel de croissance supérieur à celui du marché. CAE s'attend à sortir forte de la pandémie et a maintenu sa priorité sur l'innovation numérique pour améliorer l'expérience des clients et renforcer son fossé concurrentiel avec des systèmes de formation évolués qui, selon elle, contribueront à définir les bases de la formation en aviation et en soins de santé.

À court terme, cependant, la Société s'attend à ce que la pandémie de COVID-19 ait une incidence défavorable importante sur son rendement. Les prévisions actuelles pour l'exercice 2021 prévoient une diminution marquée du rendement opérationnel et financier au premier semestre, suivie, au second semestre, d'une inflexion positive potentielle, lorsque les marchés commenceront à rouvrir et que les restrictions de voyage seront assouplies. CAE a mis en place plusieurs mesures pour préserver ses liquidités et réduire ses charges opérationnelles pendant qu'elle résiste à la pandémie de COVID-19. Parmi ces mesures, la Société a considérablement réduit ses dépenses en immobilisations, qui devraient totaliser quelque 50 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2021. Les activités de formation de CAE génèrent beaucoup de liquidités et peuvent continuer à générer des flux de trésorerie positifs, même à des niveaux d'utilisation très bas. Toutefois, la combinaison d'une demande fortement réduite et des perturbations liées à la COVID-19 dans les activités de CAE devrait se traduire par des flux de trésorerie disponibles négatifs pour la Société au premier semestre de l'exercice, qui devraient être suivis de flux de trésorerie disponibles positifs au second semestre.

Perspectives du secteur Civil

Dans le secteur Civil, avec l'éventuelle reprise du secteur du transport aérien, la Société compte continuer à tirer parti de sa dynamique antérieurement positive en matière de formation, accroître sa part de marché et établir de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Au cœur de la pandémie, les compagnies aériennes du monde entier ont suspendu une grande partie de leur flotte d'appareils commerciaux, ce qui n'a toutefois pas nécessairement d'incidence proportionnelle sur la demande de formation. En fait, un niveau minimal de formation périodique des pilotes, généralement tous les six à neuf mois, est exigé par la réglementation pour maintenir à jour le bassin mondial de pilotes certifiés. Des dérogations ont été accordées dans d'importantes juridictions, y compris en Europe et en Amérique du Nord, afin de prolonger le délai de diverses obligations de formation limitées dans le temps pour pallier les restrictions de voyage et la fermeture des frontières; cependant, ces exigences de formation devront finalement être remplies pour que les pilotes conservent leur licence et reprennent du service. Dans le contexte actuel, la Société estime également que de plus en plus de possibilités de partenariat et d'impartition de la formation des compagnies aériennes devraient se concrétiser, le secteur cherchant des moyens d'acquérir une plus grande souplesse et une meilleure résistance dans l'ère post-COVID-19, notamment au moyen d'un partenariat avec CAE. Quant à la formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, bien que la demande découlant de la croissance soit entravée par le ralentissement économique, le secteur Civil dépend largement de la satisfaction des besoins de formation du parc mondial d'avions d'affaires en service et de la livraison d'avions d'affaires gros porteurs. La demande de simulateurs de vol du secteur Civil est étroitement liée aux livraisons de nouveaux appareils et, bien que le marché total devrait être plus restreint au cours du présent exercice, le secteur Civil prévoit maintenir sa part prépondérante des ventes de FFS.

Perspectives du secteur Défense

Dans le secteur Défense, la Société bénéficie d'un important carnet de commandes de clients gouvernementaux visant des solutions d'entraînement et des services de soutien opérationnel considérés comme essentiels pour la sécurité nationale. L'équipe de direction du secteur Défense a été renouvelée en février 2020, et ce secteur est en train de renforcer son efficacité et son efficacité opérationnelles tout en élargissant son bassin d'offres. À court terme, les problèmes liés à la COVID-19 ralentissent la progression du secteur Défense vers l'atteinte des étapes importantes des programmes en cours dans le carnet de commandes, y compris certains de ses contrats les plus complexes. La pandémie a également donné lieu à des retards dans l'octroi de contrats au niveau mondial, et l'effondrement des prix du pétrole s'est également répercuté sur le taux d'attribution de contrats attendu au Moyen-Orient. Au-delà de l'exercice actuel, les perspectives à long terme du secteur Défense restent orientées vers la croissance, soutenue par un vaste marché potentiel pour ses solutions innovatrices et la concrétisation des avantages de sa nouvelle direction et de son organisation renforcée.

Perspectives du secteur Santé

CAE estime que le secteur Santé est en bonne position pour tirer parti d'une évolution des perceptions quant à l'importance, à la pertinence et aux avantages de la simulation et de la formation en matière de soins de santé pour aider à sauver des vies à un rythme régulier et en cas de crise dans le domaine de la santé. Les produits innovateurs et l'agilité démontrée du secteur Santé portent CAE à croire que celui-ci jouera un rôle de plus en plus important au sein de la Société à long terme.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19, et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2020 de CAE.

Nominations au sein du conseil d'administration et de l'équipe de haute direction de CAE

CAE est fière d'annoncer que le général à la retraite David G. Perkins s'est joint à son conseil d'administration en date du 1^{er} mai 2020. Le général à la retraite David Perkins a servi pendant plus de 40 ans dans l'armée américaine, pour finir comme commandant du United States Army Training and Doctrine Command (TRADOC), organisation chargée de la conception, de la croissance, du développement et de l'amélioration constante de l'armée américaine qui, avec plus de 1,2 million de personnes, est l'une des organisations les plus imposantes et les plus complexes au monde. Sous sa direction, le TRADOC a développé le concept d'opérations multidomaines de l'armée, qui est devenu un moteur de changements futurs dans les opérations et l'entraînement des forces armées, non seulement aux États-Unis, mais à l'échelle planétaire. Le général à la retraite Perkins est un excellent ajout au conseil d'administration de CAE, où il pourra offrir des conseils stratégiques inestimables alors que la Société navigue sur la voie de l'avenir.

CAE est également ravie d'annoncer la nomination de M^{me} Heidi R. Wood au poste de vice-présidente exécutive, Développement des affaires et Initiatives de croissance. L'objectif principal de M^{me} Wood consiste à travailler en partenariat avec les chefs de division de CAE afin de cibler et de promouvoir de nouvelles possibilités de croissance au sein de CAE, de maximiser les synergies entre les secteurs, de favoriser l'entrée de CAE dans les secteurs adjacents et de tirer parti de l'intelligence artificielle et du numérique. M^{me} Wood compte plus de 25 ans d'expérience dans l'analyse, la création et la direction de la croissance stratégique dans le secteur de l'aéronautique et de la défense. Elle a été reconnue pour son leadership dynamique, sa capacité à mener la transformation et à créer de la valeur pour de nombreuses entreprises du palmarès Fortune 500. Excellent ajout à l'équipe de direction de CAE, elle nous permettra d'accélérer et de renforcer notre leadership sur le marché de la formation et de renforcer notre position de partenaire de choix pour nos clients.

Responsabilité sociale d'entreprise

La noble raison d'être de CAE, axée sur la sécurité, n'a jamais été aussi pertinente que pendant la pandémie actuelle. Elle illustre de quelle façon CAE fait une différence dans le monde et motive ses décisions et ses actions. La raison d'être de CAE inspire la fierté de ses employés et ravit ses clients. Rendre l'aviation civile plus sécuritaire, aider les forces de la défense à rentrer à la maison en toute sécurité et améliorer la sécurité des patients sont autant d'objectifs qui sont ancrés dans les principes de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE). La première réaction de CAE durant la pandémie a été d'assurer la santé et la sécurité de ses employés et de ses clients, et cela reste la priorité absolue de la Société.

Les employés de CAE sont allés au-delà de l'appel du devoir dans la lutte contre la COVID-19 en avançant l'idée de développer un respirateur destiné aux soins intensifs. Il n'a fallu que 11 jours à 12 ingénieurs et scientifiques de CAE pour mettre au point un prototype, et la Société a conclu un contrat avec le gouvernement du Canada pour fabriquer 10 000 respirateurs qui permettront de sauver des vies. Le respirateur CAE Air1 est en phase finale de certification par les autorités de santé publique. Ce geste humanitaire est un véritable témoignage de l'impact social de CAE et de ses employés. Il souligne également notre agilité et notre culture d'innovation.

En plus de son respirateur, CAE étudie toutes les idées et innovations de ses employés grâce à une plateforme en ligne. Déjà, plus de 150 idées ont été soumises pour aider CAE pendant la pandémie et une fois que la crise sera derrière nous. Les idées des employés ont été à l'origine des initiatives de CAE pour aider à sauver des vies en s'approvisionnant en masques N95, qui sont très rares, par l'intermédiaire de son réseau mondial de fournisseurs. À ce jour, CAE a obtenu des centaines de milliers de masques N95 qui ont été livrés aux gouvernements du Québec et du Manitoba. CAE fait ainsi sa part pour assurer la sécurité des travailleurs de la santé. Illustrant encore une fois son impact social, CAE Santé a fourni gratuitement des séminaires de formation sur la façon de préparer les professionnels de la santé à lutter contre la COVID-19. Elle a également lancé des solutions de formation basées sur la simulation, à la fois sur le Web et sur du matériel informatique, pour former le personnel à pratiquer de façon sécuritaire de la ventilation et de l'intubation, qui est essentielle pour sauver des vies.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de durabilité, consultez son [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale pour l'exercice 2019](#).

IFRS 16 – Contrats de location

À partir du 1^{er} avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée le 1^{er} avril 2019. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T4 et de l'exercice 2020

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 500 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Ce communiqué comprend des déclarations de nature prospective qui peuvent inclure, sans s'y limiter, des déclarations liées aux répercussions potentielles sur nos activités, notre situation financière, nos liquidités et nos résultats financiers de la pandémie de COVID-19 et l'efficacité des programmes et des mesures que nous avons mis en place en réaction à cette pandémie; les perspectives économiques générales; les perspectives et tendances d'un secteur donné; les liquidités disponibles; les perspectives commerciales, les objectifs, les plans et les priorités stratégiques de CAE; et toute autre déclaration qui ne constitue pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'utilisation de termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Ces énoncés ne constituent pas des garanties du rendement ou des événements futurs, et le lecteur est avisé de ne pas se fier sur l'un ou l'autre de ces énoncés prospectifs. Bien que la direction juge que ces hypothèses sont raisonnables et appropriées compte tenu de l'information qui est actuellement disponible, il existe un risque que celles-ci soient inexactes. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 22 mai 2020 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 22 mai 2020. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2021 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Importantes hypothèses

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont fondés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter, les suivantes : nos liquidités tirées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des montants disponibles sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible aux termes de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et de l'accès continu au financement par emprunt seront suffisantes pour répondre à nos obligations financières dans un avenir prévisible; et il n'y aura aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise qui aura des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles. Pour des renseignements supplémentaires, notamment en ce qui a trait aux autres hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Étant donné l'évolution de la situation liée à la pandémie de COVID-19 et la réponse de CAE, des gouvernements, des autorités de réglementation, des entreprises et des clients, les hypothèses de CAE comportent forcément une

plus grande incertitude. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc s'avérer inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2020 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2020 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

(1) Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des principales valeurs considérées pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

(2) En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(3) Le résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(4) Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits

des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;

- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, les prises de commande sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁵⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁶⁾ Le taux de conversion de la trésorerie est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos entrées de trésorerie et notre capitalisation. Il correspond aux flux de trésorerie disponibles, divisés par le résultat net avant les éléments particuliers.

⁽⁷⁾ Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure alternative à nos résultats opérationnels. Nous le calculons en déduisant de notre résultat net attribuable aux actionnaires de la Société provenant des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, d'acquisition et les autres gains et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments non récurrents importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁸⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Civil. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires

comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽⁹⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽¹⁰⁾ Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS déployés dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

⁽¹¹⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹²⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹³⁾ Le ratio de la dette nette sur le capital représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

⁽¹⁴⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

État consolidé du résultat net

	Trimestres clos les		Exercices de douze	
	31 mars		mois clos les	
	2020	2019	2020	2019
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>				
Produits des activités ordinaires	977,3 \$	1 022,0 \$	3 623,2 \$	3 304,1 \$
Coût des ventes	665,6	734,0	2 539,6	2 362,6
Marge brute	311,7 \$	288,0 \$	1 083,6 \$	941,5 \$
Frais de recherche et de développement	36,2	9,9	137,5	101,4
Frais de vente, généraux et d'administration	107,9	123,2	437,5	415,2
Autres pertes (profits) – montant net	14,3	(5,2)	(1,0)	(22,3)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	6,8	(10,3)	(27,5)	(33,4)
Résultat opérationnel	146,5 \$	170,4 \$	537,1 \$	480,6 \$
Charges financières – montant net	38,5	25,7	144,4	80,9
Résultat avant impôt sur le résultat	108,0 \$	144,7 \$	392,7 \$	399,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	26,9	19,3	73,8	59,6
Résultat net	81,1 \$	125,4 \$	318,9 \$	340,1 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	78,4 \$	122,3 \$	311,4 \$	330,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,7	3,1	7,5	10,1
	81,1 \$	125,4 \$	318,9 \$	340,1 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,29 \$	0,46 \$	1,17 \$	1,24 \$
Dilué	0,29 \$	0,46 \$	1,16 \$	1,23 \$

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices de douze mois clos les 31 mars	
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2020	2019	2020	2019
Résultat net	81,1 \$	125,4 \$	318,9 \$	340,1 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	216,5 \$	(64,4) \$	118,3 \$	(12,6) \$
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(20,5)	(5,3)	(40,4)	(23,2)
(Perte) profit sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(47,7)	15,8	(32,3)	(6,9)
Reclassement au résultat net du profit (de la perte) sur les couvertures de flux de trésorerie	3,0	1,4	(0,2)	2,1
(Perte) profit sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	(103,6)	7,7	(71,0)	(20,0)
Impôt sur le résultat	15,2	(6,4)	23,0	2,2
	62,9 \$	(51,2) \$	(2,6) \$	(58,4) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	42,9 \$	(14,3) \$	13,4 \$	4,2 \$
Impôt sur le résultat	(11,4)	3,8	(3,6)	(1,1)
	31,5 \$	(10,5) \$	9,8 \$	3,1 \$
Autres éléments du résultat global	94,4 \$	(61,7) \$	7,2 \$	(55,3) \$
Total du résultat global	175,5 \$	63,7 \$	326,1 \$	284,8 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	168,0 \$	61,9 \$	315,4 \$	271,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	7,5	1,8	10,7	13,0

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2020	2019
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	946,5 \$	446,1 \$
Créances clients	566,1	496,0
Actifs sur contrat	569,3	523,5
Stocks	616,2	537,0
Acomptes	55,1	57,4
Impôt sur le résultat à recouvrer	30,4	33,6
Actifs financiers dérivés	25,0	19,3
Total de l'actif courant	2 808,6 \$	2 112,9 \$
Immobilisations corporelles	2 154,0	2 149,3
Actifs au titre des droits d'utilisation	395,9	—
Immobilisations incorporelles	2 056,5	2 027,9
Investissement dans les participations mises en équivalence	460,6	312,1
Actifs d'impôt différé	84,5	71,0
Actifs financiers dérivés	13,1	12,8
Autres actifs non courants	510,4	479,5
Total de l'actif	8 483,6 \$	7 165,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	934,4 \$	883,8 \$
Provisions	29,2	28,7
Impôt sur le résultat à payer	26,4	25,7
Passifs sur contrat	746,2	670,2
Partie courante de la dette à long terme	206,2	264,1
Passifs financiers dérivés	119,9	17,0
Total du passif courant	2 062,3 \$	1 889,5 \$
Provisions	28,6	36,3
Dette à long terme	3 106,0	2 064,2
Obligations au titre des redevances	141,1	136,2
Obligations au titre des avantages du personnel	212,8	212,6
Passifs d'impôt différé	150,6	147,0
Passifs financiers dérivés	12,8	2,7
Autres passifs non courants	191,1	267,0
Total du passif	5 905,3 \$	4 755,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	679,5 \$	649,6 \$
Surplus d'apport	26,9	24,8
Cumul des autres éléments du résultat global	193,2	199,0
Résultats non distribués	1 590,1	1 457,9
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 489,7 \$	2 331,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	88,6	78,7
Total des capitaux propres	2 578,3 \$	2 410,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	8 483,6 \$	7 165,5 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport					
Soldes au 31 mars 2018	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	330,0 \$	330,0 \$	10,1 \$	340,1 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(61,3)	3,1	(58,2)	2,9	(55,3)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(61,3) \$	333,1 \$	271,8 \$	13,0 \$	284,8 \$
Exercice d'options sur actions	1 231 600	21,1	(2,9)	—	—	18,2	—	18,2
Achat facultatif au comptant d'actions ordinaires	2 459	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(3 671 900)	(8,8)	—	—	(85,6)	(94,4)	—	(94,4)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	6,4	—	—	6,4	—	6,4
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,7)	(2,7)
Dividendes en actions	146 914	4,0	—	—	(4,0)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(99,9)	(99,9)	—	(99,9)
Soldes au 31 mars 2019	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 457,9 \$	2 331,3 \$	78,7 \$	2 410,0 \$
Impact lié à l'adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)	—	(27,5)
Soldes au 1 ^{er} avril 2019	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	311,4 \$	311,4 \$	7,5 \$	318,9 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(5,8)	9,8	4,0	3,2	7,2
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(5,8) \$	321,2 \$	315,4 \$	10,7 \$	326,1 \$
Exercice d'options sur actions	1 553 846	30,2	(3,7)	—	—	26,5	—	26,5
Achat facultatif au comptant d'actions ordinaires	2 433	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(1 493 331)	(3,8)	—	—	(45,8)	(49,6)	—	(49,6)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	5,8	—	—	5,8	—	5,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1,4)	(1,4)	(0,8)	(2,2)
Dividendes en actions	109 076	3,4	—	—	(3,4)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(110,9)	(110,9)	—	(110,9)
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5 \$	26,9 \$	193,2 \$	1 590,1 \$	2 489,7 \$	88,6 \$	2 578,3 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2020	2019
Activités opérationnelles		
Résultat net	318,9 \$	340,1 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	305,4	217,2
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(27,5)	(33,4)
Impôt sur le résultat différé	2,9	(23,1)
Crédits d'impôt à l'investissement	9,0	8,2
Perte de valeur du goodwill	37,5	—
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	14,5	9,3
Régimes de retraite à prestations définies	15,1	14,8
Autres passifs non courants	(39,2)	(30,3)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	15,3	(5,8)
Autres	(54,6)	(1,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(52,2)	35,2
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	545,1 \$	530,4 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(10,1) \$	(827,8) \$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence	(113,5)	—
Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances	—	(202,7)
Ajouts d'immobilisations corporelles	(283,4)	(251,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,5	2,7
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(100,6)	(86,6)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(9,9)	(37,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	22,6	22,0
Autres	(1,5)	2,7
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(495,9) \$	(1 379,2) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	708,2 \$	— \$
Produit tiré de la dette à long terme	167,6	955,3
Remboursement sur la dette à long terme	(233,0)	(72,7)
Remboursement sur les obligations locatives	(79,8)	(22,0)
Dividendes versés	(110,9)	(99,9)
Émission d'actions ordinaires	26,6	18,3
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(49,6)	(94,4)
Variations des liquidités soumises à restrictions	15,7	—
Autres	(1,4)	5,7
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	443,4 \$	690,3 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7,8 \$	(6,9) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	500,4 \$	(165,4) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	446,1	611,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	946,5 \$	446,1 \$